



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 44 – 23 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

COTE D'IVOIRE :
CMA CGM VA
SE CONSTRUIRE
UNE BASE
LOGISTIQUE

1 Md USD
SUPPLEMENTAIRE
POUR LE PLAN
D'ELECTRIFICATION DE
L'AFRIQUE D'OBAMA

L'ETHIOPIE,
7^{EME} MARCHE
SUBSAHARIEN DE LA
FRANCE EN 2016

MADAGASCAR :
CREATION DE L'AGENCE
POUR LE
DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE

NIGER :
VERS LA
LIBERALISATION DU
MARCHE DE
L'ELECTRICITE

BURKINA :
LA BAFD OCTROIE UN
DON DE 1,3 Mds FCFA)
POUR LE SECTEUR DE
L'EAU ET LA FILIERE
KARITE

NAMIBIE :
PROTOCOLE D'ENTENTE
ENTRE LE BRGM ET LE
MINISTRE DE
L'AGRICULTURE

LIBERIA :
INAUGURATION D'UNE
CENTRALE THERMIQUE
À BUSHROD

AFRIQUE DU SUD :
WENDEL VA RACHETER
TSEBO



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Signature d'une étude d'impact du *Grand Ethiopian Renaissance Dam*

Les ministres égyptien, éthiopien et soudanais de l'Eau ont signé, le 20 septembre à Khartoum, le contrat relatif à une étude conjointe du barrage éthiopien *Grand Ethiopian Renaissance Dam* (GERD), attribué à la société française BRL Ingénierie. L'étude définira les impacts futurs du GERD en aval du barrage, principalement au Soudan et en Egypte, en prenant en compte différents scénarii en termes de gestion des ressources en eau du bassin du Nil et d'exploitation du GERD. Les trois ministres ont souligné le caractère historique de l'étude, pour un projet qui suscite de vives tensions concernant le partage des eaux du Nil, en particulier entre l'Ethiopie (amont du fleuve) et l'Egypte (en aval).

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Océan Indien : pré-qualification en cours pour un projet de câble sous-marin régional

Le projet d'installation d'un nouveau câble sous-marin à très haut débit devant relier Maurice, La Réunion, Madagascar et l'Afrique du Sud fait actuellement l'objet d'un exercice de pré-qualification pour le choix des fournisseurs. Promu par la Commission de l'océan Indien, ce projet régional réunit un consortium de 7 opérateurs (Blueline, Canal+ Telecom, Emtel, SRR /SFR Réunion, Telco OI, Telma et Zeop) sous le nom de METISS (*MElting-poT Indianoceanic Submarine System*). Ce consortium pourrait s'ouvrir à d'autres partenaires. Le 11^{ème} FED régional pourrait contribuer au financement de cette infrastructure dont le coût est estimé à 75 M EUR.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ 1 Md USD supplémentaire pour le plan d'électrification de l'Afrique d'Obama

Lancé en 2013, *Power Africa*, le vaste plan d'électrification de l'Afrique subsaharienne impulsé par le Président américain Barack Obama a concentré 1 Md USD d'engagements financiers supplémentaires, a indiqué mercredi la patronne d'Usaid. Cette somme s'ajoutera aux 7 Mds USD dont *Power Africa* avait été doté par le gouvernement américain à son lancement en 2013, auxquels se sont ajoutés 20 Mds USD glanés auprès d'une centaine de partenaires dans le secteur privé. Par effet de levier, les sommes totales catalysées via ce programme s'élèveraient désormais à 52 Mds USD. En 2015, 4 100MW de projets auraient été finalisés et 15 000 MW supplémentaires de projets électriques seraient à l'étude.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : décélération des ventes de détail en juillet, au rythme le plus faible depuis juin 2014

En juillet, le rythme de progression des ventes de détail s'est réduit à +0,8 % en glissement annuel (progression la plus faible depuis juin 2014), après +1,4 % en juin, portant le rythme moyen de progression à 2,5 % sur les 7 premiers mois de l'année, en baisse par rapport au rythme enregistré l'an passé (+3,3 %). Dans les prochains mois, les ventes risquent encore d'être freinées par la précarité de la situation financière des ménages (fort niveau de chômage, pressions inflationnistes, endettement élevé dans un contexte de hausse des taux d'intérêt).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : 19^{ème} mois consécutif de hausse de l'inflation, à 38,2 % en août

En août, l'inflation a de nouveau fortement augmenté, à 38,2 % en g.a. après 35,3 % en juillet. L'accélération des prix traduit avant tout la faiblesse du kwanza couplée au manque de devises, deux facteurs qui favorisent fortement l'inflation importée. A 27 % en moyenne sur les 8 premiers mois de l'année, l'inflation pourrait être supérieure à la prévision du FMI (19 % en moyenne cette année après 10,3 % en 2015). Ainsi, les autorités devraient maintenir l'orientation restrictive de la politique monétaire au moins jusqu'à la fin de l'année pour contenir l'inflation et l'écart de taux entre le cours officiel et celui relevé au marché parallèle mais au risque de déprimer encore davantage l'activité.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : forte révision à la baisse de la prévision de croissance du gouvernement à 1,2 % pour 2016

Au terme de la présentation au Parlement de la revue budgétaire de mi-mandat, le ministre des Finances a fortement révisé à la baisse la croissance pour 2016, à 1,2 % contre 2,7 % initialement attendue dans le budget et après 1,1 % en 2015. Cette révision s'expliquerait par l'impact de la sécheresse sur le secteur agricole, la faiblesse des prix des matières premières, les flux limités d'IDE face aux arriérés de paiement et l'accentuation de la pénurie de devises. Dans ce contexte, les autorités s'attendent à un creusement significatif du déficit budgétaire, celui-ci s'élevant à 623,2 M USD sur les 6 premiers mois de l'année contre une cible annuelle de 150 M USD.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nouvelle hausse de l'inflation à 17,6 % en août 2016

Le Bureau national de la statistique (NBS) vient de publier les chiffres de l'inflation pour le mois d'août 2016. L'inflation s'établit à 17,6 % en glissement annuel au mois d'août contre 17,1 % en juillet. La hausse des prix alimentaires a atteint 16,4 % contre 15,8 % en juillet, tandis que l'inflation sous-jacente a progressé à 17,2 %, contre 16,9 % le mois précédent.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la production de pétrole a atteint 1,468 M de barils par jour au mois d'août 2016**

Selon le rapport mensuel de l'OPEP, sur la base de sources secondaires, la production de pétrole a atteint 1,468 M de barils par jour au mois d'août 2016, contre 1,520 M de barils par jour en juillet. Deux mois après s'être déclaré en force majeure sur les exportations de Qua Iboe, ExxonMobil offre à nouveau un cargo de cette qualité de brut, qui doit être chargé le mois prochain. Royal Dutch Shell a levé la force majeure sur le brut Bonny Light la semaine dernière, et les exportations de Forcados, qui ont été suspendues depuis février, devraient reprendre dans les prochains jours.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le comité de politique monétaire maintient le taux directeur à 26 %**

Le gouverneur de la Banque centrale a annoncé le maintien à 26 % du taux directeur, qui reste inchangé pour la 5^{ème} fois consécutive depuis novembre 2015. Ce dernier a également souligné sa confiance dans le cedi, qui reste stable depuis le début de l'année, après avoir perdu 20 % de sa valeur en 2015. Cette stabilité devrait perdurer grâce à l'apport de devises à la suite de l'eurobond émis le 9 septembre dernier. On observe parallèlement une augmentation des taux bancaires, qui ont atteint une moyenne de 33 % en août, contre 28,2 % en janvier. Il s'agit là du plus haut niveau de taux en 13 ans, ce qui provoque un ralentissement du volume des prêts aux entreprises et impacte fortement l'environnement des affaires.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : lancement d'un emprunt obligataire de 150 Mds FCFA sur le marché régional**

Le *roadshow* de lancement de l'emprunt a été ouvert à Douala le 20 septembre 2016 et se poursuivra à Yaoundé le 21. Cet emprunt à 5,5 % sur 5 ans sera arrangé par un consortium composé d'Afriland First Bank, de la Société Générale Cameroun et d'EDC Investment Corporation, filiale d'Ecobank. Le consortium aurait consenti une prise ferme de 112 Mds FCFA. Selon le ministre des Finances, les fonds mobilisés financeront entre autres, des projets dans le secteur de l'eau et de l'énergie (86,6 Mds FCFA), des travaux publics (27,3 Mds FCFA), et du développement urbain (9,1 Mds FCFA). Pour mémoire, il s'agit de la 4^{ème} opération du genre après celles de 2010 (200 Mds FCFA), 2013 (80 Mds FCFA) et 2014 (150 Mds FCFA).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : baisse des avoirs extérieurs de 21 % à 1672 Mds FCFA entre janvier et juin 2016**

Selon des informations mentionnées par la presse, les avoirs extérieurs, atteindraient 1672 Mds FCFA en juin 2016, contre 2150 Mds FCFA en janvier, soit une baisse 21 %. Cette diminution est liée à la baisse en valeur des exportations camerounaises consécutive à la baisse des prix du pétrole et au maintien d'un flux élevé d'importations, généré notamment par des programmes d'investissement public. Les avoirs déposés en compte d'opération auprès du Trésor français passent de 1117 Mds FCFA à 660 Mds FCFA entre janvier et juin 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **RCA : satisfecit d'une mission du FMI avant la table ronde des bailleurs prévue à Bruxelles le 17 novembre**

Une mission du FMI au mois de septembre a constaté une forte reprise de l'économie, notamment dans les secteurs du café, du coton et de la forêt, et des performances supérieures aux prévisions pour le commerce et le transport. La croissance devrait atteindre 5,2 % et l'inflation 4 %, sauf si la remontée des prix alimentaires observée à l'été se poursuit. En matière budgétaire, les prévisions de recettes et de dépenses sont globalement respectées. Le FMI note l'adoption d'une nouvelle structure des prix à la pompe. Il table sur un versement des appuis budgétaires attendus avant la fin de l'année. Ces conclusions constituent un atout dans la perspective de la tenue de la table ronde de Bruxelles.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le retard dans la vente de la participation de l'Etat dans les champs pétroliers de CNPC impose des économies drastiques**

En raison du retard de cette vente dont 300 Mds FCFA étaient attendus, le Premier ministre Albert Pahimi Padacke, à la tête du gouvernement issu du remaniement du 14 août, a présenté à l'Assemblée nationale un programme de réformes destinées à générer des économies drastiques : baisse des indemnités des fonctionnaires, assainissement du fichier de la solde, fusion ou suppression d'organismes parapublics, fin de la politique d'octroi généralisé de bourses. Après celle de juillet, une nouvelle loi de finances rectificative est en préparation.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Ethiopie, 7^{ème} marché subsaharien de la France en 2016**

Les exportations françaises vers l'Ethiopie ont atteint un nouveau record, avec 258,9 M EUR d'exportations au 1^{er} semestre 2016, dépassant le niveau jusqu'alors record de l'année 2015 sur la même période, à 228,1 M EUR. L'Ethiopie devient le 7^{ème} marché subsaharien de la France (+10 places) et le 3^{ème} non francophone (derrière le Nigéria et l'Afrique du Sud). Les premiers postes d'exportations sont les matériels de transport (43,8 %), notamment via les ventes d'Airbus à Ethiopian Airlines, les produits pharmaceutiques (35,6 %), et les produits agroalimentaires (7,1 %). Les importations françaises en provenance d'Ethiopie ont diminué de 25,9 % par rapport au 1^{er} semestre 2015, à 20,2 M EUR. L'excédent commercial français atteint 238,7 M EUR mi-2016 contre 179,7 M EUR sur l'année 2015 (+32,8 %).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le ministre des Finances nommé à la Cour des comptes**

Alors que le projet de loi de finances pour 2017 doit être présenté à partir du 6 octobre à l'Assemblée nationale, le Niger n'a plus de ministre des Finances. Le titulaire du poste, Saïdou Sidibé, a en effet été nommé, le 11 septembre 2016, Président de la Cour des comptes du pays. La vacance est assurée par le ministre délégué au Budget, Ahmat Jidoud, jusqu'au remaniement ministériel qui devrait intervenir aux alentours de la mi-octobre.

✉ lebaronc@afd.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Swaziland : ratification de l'APE UE-SADC

Après la Namibie, le Swaziland a ratifié l'Accord de Partenariat Economique entre l'Union Européenne et six pays de la SADC (*Southern African Development Community*) : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie et le Swaziland. Le parlement swazi a ratifié le 19 août l'APE qui a ensuite été signé par le ministre des Affaires étrangères le 26 août, soit bien avant la date butoir du 1^{er} octobre, permettant ainsi au Swaziland de conserver son accès préférentiel au marché européen, notamment pour les exportations de sucre et fruits en conserve.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Ethiopie à la 146^{ème} place dans le classement Doing Business 2016

L'Ethiopie est classée à la 146^{ème} place sur 189 dans le rapport Doing Business 2016 de la Banque mondiale, qui évalue la qualité du climat des affaires. Elle gagne ainsi deux places par rapport au classement 2015, mais occupe la queue du peloton au niveau de plusieurs critères : la création d'entreprise (176^{ème}), l'obtention de prêts (167^{ème}), la protection des investisseurs minoritaires (166^{ème}) et le commerce transfrontalier (166^{ème}). Ce classement illustre la complexité réglementaire du pays, la canalisation de l'effort d'épargne vers les grands projets publics au détriment du secteur privé, et dans une moindre mesure les difficultés rencontrées dans l'acheminement des marchandises depuis Djibouti.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : création de l'agence pour le développement économique

Le lancement officiel de l'agence malagasy de développement économique et de promotion des entreprises (AMDP) s'est tenu à Paris, le 14 septembre 2016, en marge des premières journées de la francophonie économique et numérique. L'AMDP a pour vocation de faciliter les partenariats dans trois secteurs prioritaires : l'agro-industrie, les services et l'énergie verte. Cette initiative conjointe de Madagascar et du forum francophone des affaires s'inscrit dans le cadre du XVI^{ème} Sommet de la francophonie qui se déroulera à Antananarivo les 26 et 27 novembre prochains. Pour rappel, Madagascar dispose déjà d'un guichet unique des investisseurs, l'*Economic Development Board of Madagascar*, dont le lien avec l'AMDP n'est pour le moment pas défini.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : volonté du gouvernement de favoriser l'épargne à long terme

Le gouvernement a déposé un projet de loi portant sur la création d'une caisse de retraite, dans le cadre d'un plan national visant développer l'épargne de long terme. Ce plan d'épargne reste volontaire mais viserait toutes les catégories socioprofessionnelles (secteurs privé, agricole, informel y compris) et compléterait le système déjà existant. Outre l'augmentation de l'épargne, le gouvernement espère attirer des investissements privés, d'un montant équivalent environ à 97 M EUR (87 Mds RWF) sur les trois premières années. Si 86 % des rwandais épargnent, seuls 13 % le font auprès d'une institution formelle.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 58 réformes pour améliorer le climat des affaires

Le pays veut intégrer d'ici 2020 le top 50 du classement *Doing business* de la Banque mondiale. Il occupe actuellement la 142^{ème} position, après un bond de 35 places effectué entre 2012 et 2016. Pour y parvenir, le gouvernement vient d'adopter un nouvel agenda de réformes, dont plusieurs portent sur l'informatisation des services publics (e-administration). Parmi les projets figurent le développement de plateformes qui permettent notamment de créer des entreprises en ligne, de déclarer et de payer en ligne les impôts. L'amélioration du climat des affaires est un préalable incontournable pour la Côte d'Ivoire qui espère attirer d'ici 2020, environ 30 Mds EUR d'investissements privés pour financer son plan de développement.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 19^{ème} sur 45 pays africains en matière de liberté économique

Le Sénégal occupe la 19^{ème} place sur les 45 pays africains étudiés dans le rapport 2016 de l'Institut Fraser qui publie chaque année, depuis dix ans, un rapport sur la liberté économique dans le monde. L'étude qui porte sur 158 pays s'appuie sur des données collectées en 2014 et des critères comme la liberté d'exporter et d'importer, la qualité de la régulation du marché, l'accessibilité des devises, le contrôle des capitaux et la maîtrise de l'inflation. Hong-Kong arrive en tête de ce classement, Maurice, premier pays africain, est 5^{ème}.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : vers la libéralisation du marché de l'électricité

Le Niger a adopté une série de décrets portant ouverture du marché de l'électricité et fixant les conditions d'attribution des licences d'importation et d'exportation de l'énergie électrique. Le premier décret fixe notamment les conditions d'accès des tiers au réseau de transport de l'énergie électrique sur le territoire national. Un autre décret détermine les règles tarifaires applicables au sous-secteur de l'électricité. Un troisième texte fixe, quant à lui, les conditions et les modalités d'attribution des licences d'importation, d'exportation et de transit de l'énergie électrique au Niger. Pour mémoire, la fourniture de l'énergie électrique au Niger est détenue par la seule société étatique, la Nigérienne d'Électricité (NIGELEC).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : La BEI prête 180 M EUR à l'Éthiopie pour freiner l'immigration**

La Banque européenne d'investissement (BEI) va prêter 200 M USD (180 M EUR) à l'Éthiopie pour la construction de deux parcs industriels qui emploieront 30 000 réfugiés. Ces réfugiés font eux-mêmes partie d'une centaine de milliers d'autres aidés par un programme dont le coût total devrait atteindre les 500 M USD. Le reste du financement devrait être fourni par la Banque mondiale, la Grande-Bretagne et d'autres pays européens. Le but ? Donner des perspectives économiques aux candidats à l'émigration. Une question qui était déjà au sommaire du sommet de la Valette, qui avait réuni en novembre 2015 à Malte des dirigeants des deux continents.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Afrique du Sud : appel d'offres concernant la location d'un jet VIP durant l'exercice fiscal 2016/17**

Cet appel d'offres a été annoncé par le ministre de la Défense. Identique à celui qui avait été édité en avril dernier puis annulé, il vise à mettre à disposition l'appareil sélectionné auprès de la South African Air Force (SAAF) du 1^{er} novembre 2016 jusqu'au 31 mars 2017. Il a été publié le 18 août par Armscor. La location de ce jet VIP est estimée à 100 M ZAR. Le président sud-africain Jacob Zuma voyage actuellement avec un Boeing 727 appartenant à la société sud-africaine Paramount.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : le groupe libanais Prinvest Shipbuilding Investment a annoncé le lancement d'un chantier naval en partenariat avec la société angolaise Simportex**

Dotée de technologies de pointe, l'infrastructure aura pour vocation de construire des navires de guerre, de fournir une large gamme de services à la marine angolaise et d'opérer in fine un transfert de technologies. D'après un décret en date du 29 août 2016, le gouvernement angolais a également passé commande de 17 patrouilleurs militaires ainsi que d'intercepteurs auprès des constructions mécaniques de Normandie (CMN), filiale du groupe Prinvest pour un montant de 495 M EUR.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : les 22 aéroports du pays mis en concession ?**

Quelques semaines après la présentation d'un plan pour la mise en concession des aéroports internationaux de Lagos, Abuja, Kano et Port Harcourt, le ministre d'Etat en charge de l'Aviation a laissé entendre dimanche dernier qu'il en serait de même pour la totalité des 22 aéroports nigériens, dans la deuxième phase du projet. Selon M. Sirika, la mise en concession permettrait d'améliorer la maintenance de ces aéroports et d'atteindre des normes internationales en termes de prestations. Cette nouvelle intervient alors que le secteur connaît de profondes difficultés et que certaines agences de voyages viennent d'annoncer leurs souhaits de se relocaliser au Ghana où la situation macroéconomique est plus favorable.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : l'ADEA appuie l'extension du réseau de distribution d'eau à Ewo**

L'Agence de développement des entreprises en Afrique (ADEA) de la région Rhône-Alpes appuie la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) dans l'extension de son réseau à Ewo, chef-lieu du département de la Cuvette-Ouest. Ce projet vise à réaliser 1600 branchements qui porteront le nombre total des abonnés à 2000. Il devrait s'étendre aux localités de Boundji et Oyo, dans la Cuvette, pour lesquelles les études de faisabilité ont déjà été réalisées.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : décision d'arrêt temporaire de la construction du tronçon Nairobi-Naivasha du SGR**

La phase de construction 2A Nairobi-Naivasha de la ligne ferroviaire du *Standard Gauge Railway* (SGR) a été reportée sur décision du *National Environment Tribunal*. Cette décision fait suite à un appel introduit par le groupe *Friends of Nairobi National Park* contre *Kenya Wildlife Service* et le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles, qui venaient d'approuver le lancement officiel de la 2^{ème} phase du projet. Selon le groupe des défenseurs de l'environnement, la construction est prématurée, nécessitant au préalable la conduite d'études complètes d'impact environnemental et social. Le groupe estime que le passage de la ligne à travers le *Nairobi National Park* pourrait être évité.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : précision du gouvernement sur le projet de déménagement à Dodoma**

Le Premier ministre Kassim Majaliwa a apporté des précisions sur le calendrier de déménagement de l'administration et du gouvernement tanzaniens de Dar es Salam, cœur économique du pays, vers la capitale Dodoma. Le plan de déménagement prévoit six phases, entre 2016 et 2020. Dans les six prochains mois, le Premier ministre, les ministres, les secrétaires permanents devraient être relocalisés à Dodoma, ainsi qu'au moins un département par ministère. Le Président et son cabinet ne devraient déménager qu'en 2020. 20 000 hectares situés à Ihumwa sont disponibles pour ce projet porté par le Président Magufuli. Toutefois, le financement n'est pas inscrit à ce stade dans le budget 2016/17.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina : la BAfD octroie un don de 1,3 Md FCFA (environ 2 Mds EUR) pour le secteur de l'eau et la filière karité**

La Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement burkinabè ont signé deux accords de financement sous forme de don, le 9 septembre 2016, à Ouagadougou. Le premier accord (1,1 M EUR) est relatif au financement du projet d'étude intégrée de valorisation du barrage souterrain de Naré dans la commune rurale de Tougouri (région du Centre-Nord) et la réhabilitation des infrastructures connexes. Le délai d'exécution est de deux ans. Le second accord (environ 915 M EUR) sera directement injecté dans la filière karité afin de renforcer ce secteur, en le rendant compétitif et apte à la transformation, à son industrialisation et à la circulation des produits dérivés.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina : un projet de caisse des dépôts et des consignations**

Le 8 septembre dernier, le Premier ministre burkinabé a reçu une délégation de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Burkina pour discuter de la mise en place d'une Caisse des dépôts et consignations. Le chef du gouvernement a évoqué les objectifs principaux de cette future caisse qui seraient : (i) le financement des investissements structurants de l'État et des collectivités territoriales, (ii) le recours à un effet de levier sur les investissements publics et privés, et (iii) la mobilisation, la sécurisation et la rentabilisation des fonds de retraite et de l'épargne nationale. Une délégation burkinabé s'est rendue en France du 14 au 16 septembre pour s'imprégner du modèle français.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la Banque mondiale signe deux accords de financement d'un montant global de 90 M USD pour les secteurs des infrastructures et du transport**

Ces deux financements sont destinés au (i) Projet de renaissance des infrastructures en Côte d'Ivoire (PRICI) et (ii) au Projet d'appui à la modernisation du secteur des transports (PAMOSET). Le PRICI et le PAMOSET seront financés respectivement à hauteur de 60 M USD et de 30 M USD. Le PRICI a été initié en 2012 pour relancer les investissements dans les infrastructures de base. Son coût global est estimé à 126 M USD. Quant au PAMOSET, avec un coût total de 45 M USD, il vise à améliorer l'efficacité et la sécurité des services de transport sur la section ivoirienne du corridor de transport routier Abidjan–Ouagadougou (Burkina Faso).

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : CMA CGM va se construire une base logistique**

Cet investissement, de 20 M EUR, participe à la stratégie de l'armateur français de faire d'Abidjan l'un de ses hubs en Afrique. La base logistique qui sera construite disposera entre autres d'une unité de réparation de conteneurs. Elle permettra au groupe de répondre au déficit d'infrastructures dont souffre une partie du trafic portuaire. Le groupe dispose déjà d'une flotte de plus de 315 000 conteneurs dans le pays. Il est leader du transport maritime, avec 30 % de part de marché pour la Côte d'Ivoire, et 40 % de part dans le transport de conteneurs vers les pays de son hinterland, le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 476 M EUR pour l'extension du port de San-Pedro**

Ce projet a été confié à l'Italo-suisse *Mediterranean shipping company* (MSC) et la société émiratie *Bilal general transport*. Ces travaux se réaliseront en BOT, sans garantie de l'Etat. Ils devraient démarrer dès fin septembre 2016 pour s'achever en 2019. Le port de San-Pedro est le deuxième port du pays (en termes de volume d'activités), après celui d'Abidjan. De 2010 à 2014, l'activité du port a été multipliée par quatre. Il est spécialisé dans l'exportation de matières premières. Plus de la moitié de la production annuelle du cacao ivoirien est exportée via ce port.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : soutien de l'UE au secteur de l'énergie**

En marge de la semaine de la diplomatie climatique, la mission de l'UE a animé le 16 septembre dernier, une conférence de presse sur les défis du changement climatique en Guinée. A l'occasion de cette rencontre, l'ambassadeur de l'UE a indiqué que la Guinée bénéficie déjà de lignes de financement de la part de l'UE sur des projets du secteur de l'énergie, notamment le transport et la distribution d'électricité d'origine hydroélectrique. Ces financements s'élèvent à ce jour à 175 M EUR. La BEI a accordé en 2014, un prêt de 60 M EUR pour la réhabilitation des mini-centraux hydroélectriques tels que la centrale des grandes chutes, Banéah, Donkéah, et le barrage de Garafiri.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : la BAfD a approuvé un financement de 1,4 Md USD pour le DSP**

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un financement de 1,4 Md USD, pour la mise en œuvre du Document de stratégie pays 2016-2020. Ce financement comporte un appui budgétaire de 48 M USD visant à soutenir la mise en œuvre stratégique et le suivi-évaluation du Plan Sénégal émergent (PSE). Le DSP est aligné sur le PSE. Il a deux piliers: (i) l'appui à la transformation agricole et (ii) le renforcement des infrastructures de soutien à la production et à la compétitivité (énergie et transports). Ce financement appuiera précisément des projets phares du PSE, notamment les agropoles, le Programme d'urgence de développement communautaire, le Train express régional, la promotion et la modernisation des villes.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : la BAfD compte octroyer un appui budgétaire de 44 M EUR pour le développement local**

La BAfD compte octroyer au cours de cette année un appui budgétaire de 44 M EUR au Sénégal pour le financement du Programme d'appui aux réformes du développement local phase I (PARDL-I). Un deuxième appui d'environ 13 M EUR est envisagé en 2017. Le PARDL accompagne la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. Il est structuré autour de deux points : (i) le renforcement de la décentralisation à travers l'amélioration du cadre institutionnel et règlementaire de la réforme Acte III de la décentralisation, et (ii) le renforcement des mécanismes de financement de la décentralisation.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ La BAfD mise sur les agropoles pour transformer l'agriculture africaine

La Banque africaine de développement (BAfD) a présenté lors d'une conférence de presse à Abidjan en présence du ministre ivoirien de l'Agriculture, sa stratégie de transformation de l'agriculture africaine pour la période 2016-2025. Baptisé Nourrir l'Afrique, ce programme se concentre sur le développement de zones agro-industrielles particulières, appelées agropoles, et sur l'intégration de toute la chaîne de valeur d'un produit dans ces zones. Certaines agropoles seront ainsi censées garantir l'autosuffisance régionale pour les principaux produits de base comme le riz, le blé, le poisson ou l'huile de palme.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Boissons : la grande bataille

Coca-Cola demeure l'acteur principal du secteur dans un grand nombre de pays, avec une part de marché sur l'ensemble de la zone Moyen-Orient et Afrique de 22,7 %. Cependant, la croissance forte du secteur attire de plus en plus. Pepsi, leader en Égypte et bien placé au Nigeria, tente de se déployer au Maroc et en Afrique australe avec son embouteilleur indien, Ravi Jaipuria Corp. Mais il y a de plus sérieux concurrents, comme Monarch Beverages et son American Cola ou la plupart des acteurs de la bière (de Castel à SABMiller, en passant par Heineken et Diageo), qui saturent leurs lignes de production avec des boissons non alcoolisées. Tous viennent chercher une croissance exceptionnelle portée par l'augmentation de la population (jeune) et l'urbanisation.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique du Sud : nouvelle fiscalité pour les boissons non-alcoolisées sucrées

Suite à l'annonce d'une taxe sur les boissons non alcoolisées sucrées par le ministre des Finances, lors de la présentation du budget 2016/2017 pour des motifs de santé publique, le département du Trésor a publié le 8 juillet dernier pour commentaires publics, un document de politique détaillant différentes propositions de taxes sur les sodas, dont la mise en œuvre est prévue au 1^{er} avril 2017. Le document préconise la mise en place d'une taxe basée sur la concentration en sucre des boissons de l'ordre de 2,29 cts ZAR (0,14 cts EUR) par gramme de sucre, soit une taxe de 20 % sur les boissons de type Coca Cola. Le lait, les produits laitiers et les jus de fruits 100 % seraient exemptés de cette taxe.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : le secteur agricole toujours en récession au 2^{ème} trimestre 2016**

Alors que l'économie sud-africaine connaît un rebond au 2^{ème} trimestre 2016 avec une croissance de 3,3 %, le secteur agricole connaît son 6^{ème} trimestre consécutif de baisse avec une diminution de l'activité de - 0,8 % en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières, selon les données préliminaires du département des statistiques. Le secteur agricole reste fortement pénalisé par la sécheresse qui a entraîné un recul de 25 % de la production de céréales entre 2015 et 2016. Le secteur pourrait rebondir d'ici la fin de l'année sous réserve d'un retour à la normale du régime de précipitations après deux années de sécheresse.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : protocole d'entente entre le BRGM et le ministère de l'Agriculture**

Un protocole d'entente a été signé le 7 juillet entre le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et le ministère de l'Agriculture, de l'Eau et des Forêts, sur la problématique de l'eau. Cette signature intervient alors que la Namibie a été touchée, pour la troisième année consécutive, par une sévère sécheresse qui a obligé le gouvernement à déclarer le pays en état de catastrophe nationale. Prochainement, une mission d'experts du BRGM devrait se rendre en Namibie pour élaborer un plan d'actions axé autour de 4 composantes : identification des aquifères exploitables, amélioration de la gestion de la ressource en eau, renforcement des capacités et élaboration d'un plan de gestion de la sécheresse.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les fiches 5 points 2016 sur la politique agricole en Afrique du Sud et en Zambie sont parues**

Le ministère français de l'Agriculture vient de publier des fiches de synthèse sur les politiques agricoles dans 57 pays. Chaque fiche pays présente les points saillants du secteur agricole du pays, de sa politique agricole au sens large, de son commerce et de ses négociations commerciales, ainsi que ses relations bilatérales avec la France. Les fiches pays sont accessibles sur le site internet du ministère de l'Agriculture, l'Agroalimentaire et la Forêt.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le 1^{er} groupe ivoirien agro-alimentaire SIFCA resserre les rangs**

Pierre Billon, fils homonyme d'un des deux fondateurs du groupe, est nommé directeur général du groupe SIFCA, premier acteur agro-industriel ivoirien, et premier employeur privé du pays, major présent dans plusieurs d'Afrique de l'ouest. Il succède à Bertrand Vignes en place depuis 2011 qui recentre ses fonctions sur l'activité caoutchouc en prenant la direction générale de la SIPH. Cette réorganisation, sur fonds de baisse sensible du chiffre d'affaires induite notamment par la chute des cours de l'huile de palme et du caoutchouc, marque un renforcement de son approche technique par filière et de son pilotage stratégique par les actionnaires principaux.

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali: 27 % de hausse attendue pour la campagne cotonnière 2016/2017**

Les superficies semées ont augmenté de 14 % cette année pour atteindre 700 000 hectares, contre un objectif initial de 614 000 hectares. Grâce à cette performance, le Mali pourrait enregistrer, sous réserves d'une bonne pluviométrie, un record de production de près de 650 000 tonnes, soit une hausse de 27 % par rapport à la dernière récolte qui a plafonné à 513 000 tonnes. Pour mémoire, la meilleure campagne du pays reste celle de la saison 2003/2004 durant laquelle il a produit 620 000 tonnes.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Afrique du Sud : synchronisation au réseau électrique national de la 2^{ème} unité de 800 MW du projet de centrale électrique au charbon de Medupi**

Cette décision a été annoncée par le fournisseur national d'électricité Eskom. La première en service, l'Unité 6, a commencé à alimenter le réseau en mars 2015 et est entrée en exploitation commerciale le 23 août dernier, tandis que l'Unité 5 le sera en mars 2018. Le projet de 6 unités au total, estimé à 145 Mds ZAR et qui accuse un surcoût de 40 Mds ZAR, devrait être achevé en 2020. Une fois terminée, Medupi (4800 MW) sera la 4^{ème} plus grande centrale au charbon dans le monde et la plus grande centrale électrique à refroidissement sec.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : signature d'un accord d'achat d'électricité qui entérine la construction d'une centrale à gaz d'une capacité de 550 MW dans l'Etat d'Ondo**

La société publique *Nigerian Bulk Electricity Trading Company* (NBET) vient de signer un accord d'achat d'électricité avec Kingline Development Nigeria qui va permettre le bouclage financier du projet de centrale électrique au gaz de 550 mégawatts situé dans l'Etat d'Ondo. Le contrat d'ingénierie, de fourniture des équipements et de construction a été signé avec l'entreprise sud-coréenne POSCO E&C, et les travaux de construction vont durer 2 ans une fois que la décision finale d'investissement sera prise. Selon les promoteurs, le coût de construction de la centrale atteint 550 M USD.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Nigéria engage des poursuites contre plusieurs multinationales pétrolières, pour des exportations illégales de pétrole à hauteur de 12,7 Mds USD**

Selon les allégations du gouvernement, les filiales nigérianes de Chevron, Shell, Agip (ENI), Total et Brasoil (Petrobras) n'auraient pas déclaré plus de 57 M de barils exportés vers les Etats-Unis entre 2011 et 2014. Les chargements de pétrole de certains navires auraient été minorés, tandis que d'autres n'auraient simplement pas été enregistrés au Nigéria. Les Etats-Unis étaient le plus gros importateur de pétrole nigérian jusqu'à ce que le pays commence à exploiter ses réserves de pétrole de schiste.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : inauguration d'une centrale thermique à Bushrod

La Présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf, a inauguré vendredi dernier une centrale thermique à fioul de 10 MW sur l'île de Bushrod. Exploitée par la *Liberia Electricity Corporation*, le principal fournisseur d'énergie du pays, cette nouvelle centrale, qui porte à 38 MW la capacité électrique, a été financée par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Le coût de l'infrastructure est estimé à 27 M USD. Pour rappel, le taux actuel d'électrification au Libéria est d'environ 10 %, pour une population de près de 4,7 M de personnes.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : Ecocinetic mise sur son concept de pico-hydroliennes pour électrifier les zones reculées

L'entreprise Ecocinetic, en déplacement au Congo du 12 au 19 septembre, a procédé à l'installation de turbines hydrauliques sur le village de Moulenda (département du Pool) afin d'alimenter en électricité ses centres vitaux (école, centre de santé, éclairage public). Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un financement FASEP Innovation verte couvrant l'étude de faisabilité et la mise en place, grandeur nature, d'une installation pilote à la demande du ministère de la Recherche scientifique. Si le test s'avère concluant, le concept devrait être répliqué sur une centaine de sites localisés près de cours d'eau.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Mali : la société saoudienne Gaia Equity LTD va investir 330 M USD dans la construction d'une cimenterie

Le gouvernement malien et la société saoudienne Gaia Equity LTD ont signé le 16 septembre dernier un protocole d'accord pour la construction d'une cimenterie au Mali. Le coût de l'investissement est estimé à près 340 M USD. L'usine sera construite à Guimbané, cercle de Diéma dans la région de Kayes, par la société chinoise Sinoma. Elle aura une capacité de production d'environ 1,5 M de tonnes par an. La production devrait démarrer dans trois ans. Le projet devrait employer directement 450 salariés et indirectement 700 salariés. Pour mémoire, le Mali importe près de 3 M de tonnes de ciment par an.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : les chiffres du secteur de la cimenterie

L'arrivée en 2015 au Sénégal du cimentier Dangote (Nigeria) a renforcé la concurrence avec la Sococim (groupe français Vicat) (capacité de production 3,5 Mt/an), et les Ciments du Sahel (3,2 Mt/an). Le pays, en surcapacité de production et des prix parmi les plus bas d'Afrique, exporte une part croissante de sa production, dont 70 % vers le Mali qui importe plus de 3 Mt de ciment par an. Avec la construction annoncée d'une deuxième cimenterie d'une capacité de production de 1,5 tonne par an au Mali, après l'ouverture de la première en 2012, les cimentiers sénégalais seront amenés à trouver de nouveaux débouchés.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

Services

Afrique du Sud : MTN arrête M-payment

Après avoir annoncé mettre en suspens le recrutement de nouveaux clients sur le secteur m-payment, MTN a finalement annoncé la fermeture de cette branche. L'opérateur suit les pas de Vodacom qui, en mai dernier, avait également retiré du pays M-Pesa, son service dédié au m-paiement. Lancée en 2012, la plateforme m-paiement de MTN enregistre moins de 50 000 abonnés et peine à dégager des revenus. Pour rappel, selon la *Banking Association of South Africa*, seulement 23,5 % de la population adulte sud-africaine reste non bancarisée (2015), ce chiffre est beaucoup plus important dans les pays où les services de *mobile money* ont initialement été lancés. MTN affirme néanmoins ne pas fermer la porte au lancement de nouveaux produits financiers à l'avenir.

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

Afrique du Sud : Delta Drone rachète une société locale

En marge des salons Electramining et Geomatics auxquels elle participait, la société française Delta Drone a signé le 16 septembre l'acte d'acquisition de la société sud-africaine Rocketmine basée à Johannesburg. Delta Drone est un acteur reconnu du secteur des drones civils à usage professionnel. Delta Drone développe une offre de service global, depuis l'acquisition des données jusqu'à leur traitement informatique au moyen d'un système d'information développé spécifiquement et incluant la mise à disposition de pilotes professionnels.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

Wendel acquiert le sud-africain Tsebo

Le capital-investisseur français Wendel annonce mardi un accord en vue d'acquérir Tsebo, le leader panafricain de services aux entreprises, basé à Johannesburg. L'accord avec le fonds sud-africain qui s'était rendu propriétaire du prestataire de services de maintenance et de restauration aux entreprises africaines (en décembre 2007 pour 1,2 Md de rands) valorise Tsebo à 5,25 Mds de rands (331 M EUR). Plusieurs actionnaires minoritaires dont l'identité n'est pas détaillée sont également associés au rachat. La transaction devrait être finalisée d'ici la fin de l'année, sous réserve d'obtention des autorisations.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

Cameroun : insuffisance de financement pour le secteur immobilier

Selon le Crédit foncier du Cameroun, à l'occasion d'un colloque sur le financement de l'immobilier, les fonds disponibles pour le développement du secteur immobilier, ne couvrirait que 10 % de la demande. Comme autres freins à la production massive de logements au Cameroun, sont invoqués au cours de ce colloque, les contraintes environnementales et la compétence des professionnels du bâtiment. Pour mémoire, le déficit en logements dans le pays est officiellement estimé à 1,3 M d'unités. En 37 ans, le Crédit foncier du Cameroun a octroyé des crédits d'un montant total de 261 Mds FCFA, pour la construction de 69 500 logements et l'aménagement de plus de 15 700 parcelles.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le marché touristique chinois en légère baisse**

Alors que les opérateurs du secteur du tourisme misent sur une progression d'environ 8 % des arrivées en 2016 (avec un nombre prévisionnel de 1 250 000 visiteurs), le marché chinois – considéré comme particulièrement prometteur - montre des signes d'essoufflement avec une baisse des arrivées de plus de 11 % sur les 8 premiers mois de l'année. Au cours du 1^{er} semestre 2016, les meilleures progressions ont été enregistrées pour les marchés turc, polonais, allemand et indien. Le montant des recettes touristiques pour l'année 2016 pourrait atteindre 56 Mds de roupies (environ 1,4 Md EUR), soit une hausse de l'ordre de 13 % sur un an.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la Banque de l'habitat de Tunisie prend le contrôle de la BHCI**

L'Etat ivoirien vient de céder à la Banque tunisienne de l'habitat, 51,6 % du capital de la Banque publique de l'Habitat (BHCI), pour un coût estimé à 1,9 M EUR. Cette privatisation s'inscrit dans le cadre du programme FEC 2011-2015 avec le FMI, qui visait entre autres à assainir le secteur financier ivoirien. L'Etat a déjà liquidé en 2014 la banque publique dédiée à l'Agriculture (BFA), liquidé sa participation dans la SIB au marocain Attijariwafa Bank et lancé le processus de privatisation de Versus Bank. La BHCI souffre d'une sous-capitalisation chronique depuis sa création en 1996. Elle est d'une taille modeste, avec moins de 2 % de part de marché, en termes de total bilan.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali: Oberthur Technologies délivre le premier passeport diplomatique au Chef de l'Etat**

Didier Lamouche, PDG d'Oberthur et Evelyne Decorps, Ambassadrice de France au Mali, ont procédé à la remise du premier passeport diplomatique au Président malien Ibrahim Boubacar Keïta, le 20 septembre 2016 au Palais présidentiel de Koulouba. Pour mémoire, Oberthur est attributaire depuis le 4 septembre 2015 du contrat de production des passeports sécurisés au Mali. Ce contrat est de type PPP (partenariat public-privé), d'une durée de dix ans et d'un montant global de 70 M EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Transport aérien : obtention par Mauritania Air Lines de la certification IOSA**

Mauritania Air Lines (MAIL) vient d'obtenir la certification *IATA Operational Safety Audit* (IOSA). IOSA est un programme d'audit développé par l'IATA. Il vise à garantir un standard de qualité et de sécurité des vols. Selon le directeur de l'Agence nationale de l'aviation civile, l'acquisition de ce certificat récompense les efforts de modernisation entrepris au sein de la compagnie MAIL. Pour mémoire, la Compagnie MAIL a été lancée en décembre 2010. Elle est entièrement détenue par l'Etat. A ce jour, MAIL dessert 12 destinations en Afrique, grâce à sa flotte composée de quatre avions.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : Exportation d'hélicoptères militaires russes vers le Nigéria

Rosoboronexport, l'agence russe chargée des exportations du complexe militaro-industriel, a annoncé le jeudi 15 septembre 2016 qu'elle allait exporter ses hélicoptères Mil Mi-8/17 et Mi-24/35 vers le Nigéria pour 2016 et 2017. L'Angola, le Mali et le Soudan ont également été cités par l'agence russe. Il s'agit d'hélicoptères rénovés et peu coûteux qui sont très recherchés par différents pays africains. En effet, Rosoboronexport a connu une progression constante de ses ventes d'armes russes vers l'Afrique depuis plusieurs années et la Russie consolide ainsi avec cette nouvelle opération sa position sur le marché de l'hélicoptère africain.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : fin de l'administration provisoire à la Commercial Bank of Cameroon (CBC)

La levée, après 7 ans, de l'administration provisoire de la CBC, ex-banque du groupe Fotso, est effective depuis le 9 septembre 2016 sur décision de la Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC). L'Etat majoritaire a désigné l'équipe dirigeante. Pour mémoire, la CBC avait été recapitalisée en 2014 à hauteur de 12 Mds FCFA, dont 10 Mds FCFA apportés par l'Etat camerounais.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le chantier naval et industriel préparerait 473 licenciements

Plus de la moitié des effectifs de cette entreprise publique opérant à Douala et Limbe devrait être licenciée en lien avec la baisse des investissements dans le secteur pétrolier.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : baisse du chiffre d'affaires de Rougier de 8,5 % au premier semestre 2016

Rougier exploite au Cameroun un peu plus de 550 000 hectares de forêt. Son chiffre d'affaires a diminué de 8,5 % au premier semestre, sous l'effet de la baisse de la demande asiatique, et en premier lieu chinoise.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Afrique du Sud : Africa Agri Investment Indaba

Conférence sur l'investissement agricole en Afrique, l'Africa Agri Investment Indaba aura lieu du 28 au 30 novembre au Cap en Afrique du Sud à l'initiative de l'African Agri Council, plateforme qui réunit les acteurs privés et publics du secteur agricole et agroalimentaire en Afrique. L'objectif de cette conférence est de stimuler l'investissement dans le secteur agricole et de mettre en relation les porteurs de projets et les investisseurs dans 15 pays africains. Les porteurs de projets ont jusqu'au 23 septembre pour soumettre leurs projets.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : report de la conférence des bailleurs et des Investisseurs

Initialement prévue à Paris les 25 et 26 octobre 2016, la conférence des bailleurs et des investisseurs (CBI) est reporté au 1er et 2 décembre 2016. L'organisation de la CBI était conditionnée par l'approbation, en juillet 2016, par le FMI de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit de 304,7 M USD. Le gouvernement malgache prépare, avec le soutien de la banque mondiale, une liste de 53 projets structurants qui seront dévoilés à l'occasion de la CBI. Il entend mobiliser plus de 3 Mds USD de financements dont 2,2 Mds des bailleurs de fonds et environ 1 Md USD d'investissements directs étrangers, tout en veillant à maintenir le pays dans la catégorie de risque modéré d'endettement public extérieur.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

